

Harry S. Truman, Mémoires

Légende: Dans ses Mémoires, Harry S. Truman, ancien président des États-Unis, rappelle la position américaine face à ce qui allait devenir la guerre de Corée.

Source: TRUMAN, Harry S. Mémoires. Volume II: Années d'épreuve et d'espérance. Paris: Plon, 1956. 358 p. p. 83-88; 90-94.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/harry_s_truman_memoires-fr-3eaa4f18-0fac-492d-b8fb-cd6cd74cb39e.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Harry S. Truman, *Mémoires*

[...]

Les rapports de nos services de renseignements en Corée, au cours du printemps de 1950, indiquaient que le renforcement des troupes se poursuivait sans relâche dans le nord du pays, ainsi que l'infiltration des groupes de guérillas dans le sud. Le long du 38^e parallèle, les unités armées se trouvaient face à face et les incidents se multipliaient.

Pendant tout le printemps, les rapports de la centrale du renseignement indiquaient que les Nord-Coréens pouvaient décider d'un moment à l'autre de transformer leurs raids isolés en une attaque de grand style ; selon ces documents, ils étaient en mesure de déclencher une offensive de ce genre, mais aucune précision ne permettait de savoir si elle était certaine, ou simplement probable, remarque qui ne s'appliquait d'ailleurs pas qu'à la Corée. Ces mêmes rapports, en effet, me signalaient constamment qu'il existait dans le monde d'innombrables autres régions où les Russes « étaient en mesure » d'attaquer.

Le samedi 24 juin 1950, je me trouvais à *Indépendance* (Missouri) pour y passer le week-end avec les miens et régler quelques affaires de famille.

Dans la soirée, un peu après 10 heures, nous étions réunis dans la bibliothèque de notre maison de North Delaware Street lorsque le téléphone sonna. C'était le secrétaire d'Etat qui m'appelait de sa propriété dans le Maryland.

« Monsieur le Président, me dit Dean Acheson, j'ai une très grave nouvelle à vous communiquer. Les Coréens du nord ont envahi le sud de la péninsule. »

[...]

L'équipage de l'avion présidentiel *Indépendance* se surpassa ; en effet, moins d'une heure s'écoula entre le moment où il fut alerté et celui où l'appareil put décoller. En fait, le départ fut si rapide que deux de mes aides de camp furent laissés sur place faute d'avoir pu être prévenues assez à temps pour se rendre à l'aérodrome.

Nous quittâmes l'aéroport municipal de Kansas City à 14 heures et il ne nous fallut guère plus de trois heures pour arriver à Washington. J'eus le temps de réfléchir pendant ce trajet. Ce n'était pas la première fois au cours de mon existence qu'un fort avait attaqué un faible. Songeant à certains exemples du passé, Mandchourie, Éthiopie, Autriche, je me rappelais comment, chaque fois que les démocraties étaient restées passives, les agresseurs s'étaient par là même trouvés encouragés et avaient poursuivi leurs déprédations. Le communisme appliquait en Corée exactement les méthodes que Hitler, Mussolini et les Japonais avaient utilisées dix, quinze et vingt ans plus tôt. J'étais persuadé que si la Corée du sud était abandonnée à son sort, les chefs communistes s'enhardiraient à envahir des pays plus proches de nos rivages ; si le monde libre leur permettait de pénétrer par la force dans la République de Corée sans leur résister, aucune petite nation après cela n'aurait le courage de s'opposer aux menaces et à l'agression de voisins rouges plus forts qu'elle. Si ce défi n'était pas relevé, il s'en suivrait une troisième guerre mondiale, tout comme des incidents similaires avaient provoqué la guerre de 1914-1918. Il me paraissait également évident que si cette attaque injustifiée contre la Corée ne pouvait pas être arrêtée, les fondations et les principes mêmes des Nations Unies se trouveraient en péril.

[...]

Acheson nous signala que, plus tôt dans la matinée de ce même dimanche, le conseil de sécurité avait adopté par 9 voix contre 0 une résolution déclarant que l'action nord-coréenne constituait une violation de la paix et enjoignant aux agresseurs de cesser leurs attaques, puis de retirer leurs troupes.

Je demandai alors au secrétaire d'Etat de présenter les recommandations que les départements d'Etat et de la

Défense avaient préparées. Ce sur quoi il énuméra les suggestions suivantes qui réclamaient une action immédiate :

1. McArthur devrait évacuer les Américains de Corée « y compris les familles de la mission militaire » et pour ce faire maintenir ouverts le Kimpo et les autres aéroports, repoussant pour cela toutes les attaques qui pourraient être dirigées contre eux. Mais au cours de ces actions, ses forces aériennes devraient rester au sud du 38e parallèle.
2. McArthur devrait recevoir l'ordre de fournir des munitions et du ravitaillement à l'armée coréenne par parachutage et autres moyens.
3. La VIIe flotte devrait être envoyée dans le détroit de Formose pour empêcher que le conflit s'étende à cette région et recevoir l'ordre de quitter Cavite sans délai, afin de faire route vers le nord. Il conviendrait que nous publiions une déclaration indiquant que cette flotte repousserait toute attaque dirigée contre Formose et qu'aucune sortie ne serait effectuée au départ de l'île en direction du continent.

Je l'interrompis à ce moment pour lui dire que j'étais bien d'avis d'envoyer la VIIe flotte dans le nord immédiatement, mais que je ne voulais faire aucune déclaration avant qu'elle fût arrivée sur ses nouvelles positions.

Après ce rapport, je demandai à chacune des personnes présentes de donner son avis et d'y ajouter tous les commentaires qu'elle pourrait avoir à faire. A la suite de cette discussion, deux choses ressortaient de façon parfaitement nette. La première, c'était l'accord complet, presque tacite, des assistants pour estimer qu'il fallait faire tout ce qui était possible afin de répondre à cette agression. Personne ne suggéra que les Nations Unies ou les États-Unis devraient se tenir à l'écart. L'heure était venue de mettre à l'épreuve la sincérité des innombrables entretiens qui s'étaient succédé pendant cinq ans au sujet de la sécurité collective. L'autre point qui m'est resté dans l'esprit, c'est la divergence des opinions au sujet des mesures à prendre. Vandenberg et Sherman estimaient qu'une aide aérienne et navale pourrait être suffisante ; Collins, lui, pensait que si l'armée coréenne était véritablement rompue, des forces terrestres seraient sans doute indispensables, mais en ce dimanche soir, personne ne savait dans quel état elle se trouvait réellement. Quelles que fussent les prévisions des militaires, tous reconnaissaient que la situation présentait un caractère de gravité extrême.

[...]

Mais les troupes de la République coréenne n'étaient pas de taille à lutter contre les chars et les armes lourdes des Coréens du nord. Séoul, capitale du gouvernement Rhee, semblait condamnée, car on signalait déjà des chars communistes dans ses faubourgs. Le vieux chef transporta donc ses services à Tae-gou, 225 kilomètres plus au sud.

[...]

Aucun doute ! La République de Corée avait besoin d'une aide immédiate pour éviter une défaite complète. Au reste, ce qui était plus grave, c'est qu'un succès communiste dans ce pays placerait les troupes et les avions rouges à bonne distance pour frapper le Japon ; par conséquent Okinawa et Formose seraient exposés à des attaques sur les deux flancs.

Je dis à mes conseillers que ce qui se passait en Corée me semblait être une répétition à grande échelle de ce qui s'était passé à Berlin. Les Rouges essayaient de découvrir la faiblesse de notre armure et il nous fallait parer à leurs coups sans nous laisser entraîner dans une guerre mondiale.

Je chargerai donc le secrétaire à la Défense d'appeler le général McArthur au « scrambler telephone » pour lui transmettre en personne mes instructions. Il devait utiliser des forces aériennes navales parmi celles placées sous ses ordres pour soutenir la République de Corée, mais sans jamais dépasser le 38e parallèle. Il reçut également l'ordre d'envoyer la VIIe flotte dans le détroit de Formose ; le but de ce mouvement était d'empêcher aussi bien l'attaque de l'île par les communistes que des coups de main de Tchang Kaï-chek

contre le continent, car ces derniers auraient pu attirer des représailles qui auraient risqué à leur tour d'étendre le conflit.

[...]

Voici la déclaration que je donnai à la presse, après cette réunion avec les chefs parlementaires :

27 juin 1950.

Déclaration du Président

En Corée, les forces gouvernementales qui étaient armées pour empêcher les coups de main à la frontière et préserver la sécurité intérieure, ont été attaquées par des unités venues du nord. Le conseil de sécurité des Nations Unies a ordonné aux envahisseurs d'arrêter les hostilités et de se retirer sur le 38e parallèle. Bien loin de le faire, ils ont au contraire renforcé leurs attaques. Le conseil de sécurité a alors fait appel à tous les membres des Nations Unies pour qu'ils fournissent l'aide maximum à l'organisation, en exécution de cette résolution. Dans ces circonstances, j'ai ordonné aux forces américaines de l'Air et de Mer de donner aux troupes gouvernementales coréennes abri et soutien.

L'attaque contre la Corée démontre d'une manière qui ne laisse plus place à aucun doute que le communisme a dépassé le stade de la subversion pour conquérir des nations indépendantes et fera désormais usage de l'invasion armée et de la guerre. Il a bravé les ordres du conseil de sécurité lancés pour préserver la paix et la sécurité internationales. Dans ces circonstances, l'occupation de Formose par des forces communistes constituerait une menace directe pour la sécurité dans la région du Pacifique et pour les troupes des États-Unis qui y remplissent leurs missions légitimes et nécessaires.

En conséquence, j'ai donné l'ordre à la VIIe flotte d'empêcher toute attaque contre Formose et, comme corollaire, j'enjoins au gouvernement chinois installé dans cette île de cesser toutes les opérations aériennes et navales contre le continent. La VIIe flotte s'assurera que ces dispositions sont bien respectées. La fixation du statut futur de Formose doit attendre la restauration de la sécurité dans le Pacifique, un règlement de paix avec le Japon ou l'examen de ce cas pour les Nations Unies.

J'ai également ordonné que les troupes américaines aux Philippines soient renforcées et les mesures d'aide militaire au gouvernement de ce pays, accélérées.

De même, j'ai ordonné de hâter l'envoi d'une aide militaire aux forces de la France et des États associés en Indochine, ainsi que celui d'une mission militaire pour assurer des relations techniques étroites avec ces forces.

Je sais que tous les États membres des Nations Unies étudieront avec soin les conséquences de cette dernière agression, en violation flagrante de la charte de l'O.N.U. Un retour à l'usage de la force dans les affaires internationales aurait des répercussions d'une portée incalculable. Les États-Unis continueront à soutenir l'autorité de la loi.

J'ai chargé l'ambassadeur Austin, en sa qualité de représentant des États-Unis au conseil de sécurité, de porter ces mesures à la connaissance du conseil.

Nos amis et alliés à l'étranger furent informés par l'intermédiaire de nos représentants diplomatiques de notre conviction qu'il était indispensable, pour le maintien de la paix, de riposter avec fermeté à cette agression armée contre une nation libre. Nous fîmes savoir que nous considérions l'affaire de Corée comme un symbole de la force et de la résolution de l'Ouest, donc à ce titre, comme capitale. Désormais, la fermeté serait le seul moyen de décourager de nouveaux actes de ce genre dans d'autres parties du monde. Selon nous, non seulement en Asie mais en Europe, au Moyen-Orient et ailleurs, la confiance des populations vivant dans des pays voisins de l'Union soviétique subirait un coup très rude si nous ne faisons rien pour protéger un pays dont le régime avait été fondé sous nos auspices et confirmé dans sa liberté par la décision

des Nations Unies. Au contraire, si la menace contre la Corée du sud était affrontée avec vigueur et combattue victorieusement, il s'ajouterait un quatrième succès à ceux que nous avons déjà remportés dans notre opposition aux agressions communistes en Iran, à Berlin et en Grèce. De plus, nous indiquions à nos alliés que chaque point marqué par nous rendrait vraisemblablement les Soviétiques plus prudents lorsqu'ils envisageraient à nouveau d'avoir recours à des moyens de ce genre. C'est ainsi que la sécurité et les espoirs de paix du monde libre se trouveraient accrus.

[...]